



Le mandat de vaccination de la Russie : « Je crois que nous sommes confrontés à un mal qui n'a pas d'égal dans l'histoire de l'humanité »

Par [Riley Waggaman](#) et [Mike Whitney](#)

Mondialisation.ca, 30 novembre 2021

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

« Je remonte d'âge en âge jusqu'à la plus lointaine antiquité ; mais je ne trouve aucun parallèle à ce qui se passe sous mes yeux : comme le passé a cessé de jeter sa lumière sur l'avenir, l'esprit de l'homme erre dans l'obscurité » ~ Alexis de Tocqueville

*

Interview de Riley Waggaman, auteur basé à Moscou.

Question 1 : J'avais l'impression que Poutine s'opposait à la vaccination forcée, mais vous dites que les Russes sont contraints de se faire vacciner. Comment cela fonctionne-t-il ? Les gouverneurs locaux agissent-ils unilatéralement et imposent-ils la vaccination dans le dos de Poutine ou y a-t-il autre chose qui se passe ?

Riley Waggaman : La position de Poutine sur la vaccination obligatoire a sans doute évolué au fil du temps. En mars, il a qualifié ces politiques de « contre-productives ». Puis, au début du mois de juin, il a déclaré que le vaccin serait disponible pour tous ceux qui le « souhaitent », tout en soulignant que les autorités doivent mieux « clarifier la nécessité » de se faire vacciner. Il s'est notamment moqué ouvertement de certaines des incitations (« bière et saucisses gratuites ») utilisées à l'époque par les gouvernements occidentaux pour inciter les gens à retrousser leurs manches. Deux mois plus tard, le président russe a soutenu que la vaccination devait rester volontaire, tout en précisant qu'il était désormais « nécessaire » de créer « différents types d'incitations » pour augmenter le taux d'adhésion.

Quelle que soit l'opinion personnelle de M. Poutine sur la vaccination obligatoire, la réalité est que la capitale russe a introduit à la mi-juin la première politique de vaccination obligatoire du pays, qui exigeait de divers secteurs d'activité qu'ils atteignent un quota de 60% de vaccination parmi leurs employés. Les travailleurs qui refusaient de se faire vacciner risquaient d'être suspendus indéfiniment sans salaire (ou, en termes simples, d'être « licenciés »). De nombreuses autres régions ont suivi le mouvement avec des mandats similaires (et même plus stricts).

Après les élections à la Douma d'État, fin septembre, les régions de Russie ont commencé à adopter en masse les vaccins obligatoires ainsi que les laissez-passer « santé » à QR code. Les 85 sujets fédéraux de la Fédération de Russie ont désormais tous des règles de vaccination obligatoire (certaines plus strictes que d'autres). Par exemple, dans l'oblast de

Leningrad, toutes les organisations publiques, municipales et privées doivent s'assurer que 100% de leurs employés sont entièrement vaccinés, ou disposent d'une exemption médicale ou d'une preuve d'infection antérieure au cours des six derniers mois. Les personnes non vaccinées devront être testées toutes les 72 heures. Ne vous laissez pas bernier par les échappatoires : la même région a ordonné à certains secteurs de vacciner 80% de leurs employés d'ici septembre. La même stratégie d'incrémentation est employée dans toute la Russie. Certaines régions du pays refusent même les soins médicaux de routine à ceux qui ne possèdent pas de QR code. Une région a récemment annoncé que, dans quatre districts, toutes les personnes non vaccinées devraient s'isoler - un confinement « à l'autrichienne » (qui s'inspire en fait d'un confinement à la tataïenne). À Saint-Pétersbourg et dans plusieurs autres régions du pays, la vaccination est désormais obligatoire pour toutes les personnes âgées de plus de 60 ans.

La Russie s'apprête à mettre en place un système national de QR code qui sera utilisé dans presque tous les aspects de la « vie normale ». En supposant que la législation soit adoptée par la Douma, ces restrictions qui transforment la société et privent les personnes non vaccinées de la liberté de mouvement et de commerce, faisant d'elles des citoyens de seconde zone, entreront en vigueur en février.

Les régions russes agissent-elles à l'encontre des souhaits du Kremlin en serrant la vis à la vaccination obligatoire ? En fait, tout porte à croire que c'est plutôt le contraire. Le 7 octobre, le porte-parole de la présidence, Dmitri Peskov, a déclaré aux journalistes que « toute mesure susceptible d'encourager davantage de personnes à se faire vacciner est bonne ». Une semaine plus tard, Peskov a accusé les Russes non vaccinés (la majorité du pays) de faire un choix « irresponsable » qui « tue ». Le Kremlin débite ce genre de rhétorique déroutante et incendiaire depuis des mois. Le 17 juin, un jour après que Moscou a annoncé son régime d'inoculation obligatoire, le porte-parole de Poutine a expliqué que le « principe » de la vaccination non obligatoire « demeure généralement », mais que les Russes ne sont pas assez proactifs pour se faire vacciner. Un jour plus tard, Anna Popova, directrice de l'Agence russe de Protection des Droits des Consommateurs et du Bien-être humain (Rospotrebnadzor), a décrit la vaccination obligatoire comme un « nouvel outil » qui peut être utilisé comme le gouvernement le souhaite.

Mme Popova a récemment déclaré que les restrictions du COVID ne prendraient fin que lorsque « tout le monde » serait vacciné. Alors que plus de 50% des adultes russes ne sont toujours pas vaccinés près d'un an après le début du programme d'inoculation de masse du pays, comment le gouvernement russe compte-t-il y parvenir ?

Question 2 : J'ai lu pas mal de choses sur les quatre principaux vaccins en Occident, mais je ne sais presque rien sur les vaccins russes. Pouvez-vous nous renseigner sur ces injections ? En particulier, nous aimerions savoir s'ils utilisent la même technologie expérimentale « basée sur les gènes » que celle employée par Pfizer, Moderna, J&J et AZ ?

Riley Waggaman : Il existe plusieurs vaccins russes COVID. Sputnik V, développé par le Centre Gamaleya du Ministère de la Santé, est de loin le plus utilisé, et c'est donc celui qui mérite le plus d'attention. Sputnik V est basé sur la plateforme de vecteurs adénoviraux humains de Gamaleya (Ad26 et Ad5), qui est conçue pour transporter du matériel génétique dans les cellules. Si vous examinez le brevet du vaccin contre la grippe de Gamaleya (qui est affiché sur le site officiel de Sputnik V), la technologie utilisée pour Sputnik V est ouvertement qualifiée de « vaccin génétique »... Il est intéressant de noter que le directeur de Gamaleya, Alexander Gintsburg, a déclaré qu'il n'y avait pas de différences

« significatives » entre Sputnik V et le vaccin d'AstraZeneca.

Les responsables russes et les médias affirment souvent qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter de la sécurité à long terme de Sputnik V, car il est basé sur la plateforme d'adénovirus humain « éprouvée » de Gamaleya. Le problème avec cet argument est qu'avant Sputnik V, Gamaleya avait échoué à plusieurs reprises à mettre un « vaccin génétique » sur le marché. L'une de ses tentatives s'est soldée par un scandale de détournement de fonds, tandis que d'autres prototypes n'ont jamais été soumis à une approbation officielle, ce qui laisse penser qu'ils ne disposaient pas des données de sécurité et d'efficacité nécessaires pour obtenir le feu vert des autorités de réglementation.

En termes de sécurité, comment Sputnik V se situe-t-il par rapport au vaccin de Pfizer et aux autres vaccins à ARNm ? C'est difficile à dire. La Russie ne dispose pas d'une base de données de type VAERS pour signaler les effets indésirables présumés au sein du grand public. En fait, il n'existe pas de données publiques régulièrement mises à jour sur les complications post-vaccinales en Russie. Il semble que la position du gouvernement russe soit qu'elles n'existent pas. Mais les médecins et les législateurs racontent une histoire différente, étayée par une base de données informelle de décès suspectés d'être liés à la vaccination. Sans se laisser décourager, les autorités ont comparé ces citoyens inquiets à des « terroristes » et menacent désormais les médecins « anti-vax » d'amendes et même de peines de prison, faisant ainsi de tout professionnel de la santé qui remet en question le vaccin un criminel présumé aux yeux du gouvernement russe.

La comparaison entre le vaccin Sputnik et le vaccin ARN comporte un autre élément, tout aussi alarmant. De nombreuses preuves montrent désormais que les vaccins à ARNm peuvent provoquer de graves effets secondaires, voire la mort. Mais les propres développeurs de Sputnik V soutiennent ouvertement l'utilisation du vaccin de Pfizer en Russie. Dmitry Shcheblyakov, de Gamaleya, qui a participé à la création du vaccin phare de la Russie, a récemment affirmé qu'il y avait des « avantages » évidents à mélanger Sputnik V avec « différents vaccins fabriqués à l'aide de différentes technologies ». Kirill Dmitriev, ex-banquier de Goldman Sachs formé à Harvard et directeur du Fonds russe d'Investissement direct (RDIF), qui finance Sputnik V, a annoncé le mois dernier que des recherches conjointes avec Pfizer étaient déjà en cours et s'est dit convaincu qu'un cocktail Sputnik/Pfizer serait une « combinaison très réussie ». Des « recherches conjointes » similaires seraient menées avec Moderna.

On se demande également qui, ou quoi, est réellement derrière Sputnik V. En mai 2020, la plus grande banque russe, Sberbank, a créé une filiale - Immunotechnology LLC - pour aider au « transfert de technologie » lié au vaccin. Le PDG de la Sberbank, Herman Gref, fait partie du Conseil international de JP Morgan et est également membre du conseil d'administration du Forum économique mondial. Gref affirme avoir reçu le vaccin en avril 2020, ce qui ferait de lui l'une des premières personnes au monde à avoir reçu une injection de Sputnik V (en fait, des mois avant même qu'il soit connu sous le nom de « Sputnik V »).

Alors que les Russes s'inquiètent de plus en plus de la « QR-isation » de leur pays, il est intéressant de noter que la Sberbank développe un système de paiement basé sur le QR code, tandis que Gref caresse l'idée de créer une monnaie numérique « Sbercoin » en partenariat avec JP Morgan.

Question 3 : Votre réponse est d'une telle portée que je ne sais pas comment y donner suite. D'abord, vous confirmez que Sputnik V est un « vaccin génétique », ce qui suggère

que les risques d'hémorragie, de caillots sanguins et d'auto-immunité sont les mêmes en Russie qu'aux États-Unis. Ensuite, vous dites qu'il y a un lien entre le créateur du vaccin russe et Pfizer ainsi qu'avec un « ex-banquier de Goldman Sachs formé à Harvard » dont l'organisation « finance Sputnik V ». Enfin, vous suggérez que le financement de l'opération vaccinale pourrait provenir du « PDG de la Sberbank, Herman Gref qui fait partie du Conseil international de JP Morgan et est également membre du conseil d'administration du Forum économique mondial ».

Votre réponse souligne le soupçon que ces vaccins sont la pierre angulaire d'un projet beaucoup plus vaste visant à restructurer l'économie mondiale et, peut-être, à réduire la population mondiale. Quelle est la place de Bill Gates dans ce tableau ?

Riley Waggaman : Bill Gates a définitivement sa place dans le tableau. L'ancienne ministre russe de la Santé, Veronika Skvortsova, est membre du conseil d'administration du Global Preparedness Monitoring Board (GPMB). Créé par l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale, le GPMB a reçu un financement généreux de la part de Gates (qui est également l'un des principaux donateurs de l'OMS, bien entendu). Devinez qui d'autre fait partie du conseil d'administration du GPMB ?

Anthony Fauci, ainsi que Chris Elias, président du Programme de Développement mondial de la Fondation Bill et Melinda Gates. Comme RFK Jr. l'a détaillé dans son livre récemment publié, le GPMB sert de collectif d'autorité dans la vie réelle pour imposer des règles pendant la pandémie à venir. L'objectif de cet organe de contrôle et de responsabilité soi-disant « indépendant » était de valider l'imposition de contrôles d'État policier par les dirigeants politiques et les technocrates mondiaux et locaux, en soutenant leurs efforts pour prendre le type d'actions sévères que la simulation de Gates a modélisées : soumettre la résistance, censurer impitoyablement la dissidence, isoler les personnes en bonne santé, effondrer les économies et obliger à la vaccination pendant une crise sanitaire mondiale prévue [...]

En juin 2019, une vingtaine de semaines avant le début du Covid-19, le Dr Michael Ryan, directeur exécutif du programme des urgences sanitaires de l'OMS, a résumé les conclusions du rapport sur les pandémies du GPMB, avertissant que « nous entrons dans une nouvelle phase d'épidémies à fort impact » qui constituerait « une nouvelle normalité » où les gouvernements du monde entier renforceraient le contrôle et restreindraient la mobilité des citoyens.

Tout cela vous semble-t-il familier ?

En janvier 2020, quelques mois seulement avant que le monde ne soit mis sens dessus dessous par les verrouillages et les restrictions du COVID, Mme Skvortsova a démissionné de son poste de ministre russe de la Santé dans le cadre d'un remaniement du cabinet de M. Poutine. Une semaine plus tard, elle a été nommée à la tête de l'Agence biomédicale fédérale de Russie (FMBA). En tant que directrice de la FMBA, elle a joué un rôle essentiel dans les premiers jours de la réponse de la Russie au COVID, et a ensuite produit des données montrant que Moscou avait été submergée par la « souche Delta ». Ses conclusions ont fourni des éléments « scientifiques » indispensables pour justifier le mandat de vaccination obligatoire très impopulaire de la capitale. En tant que ministre de la Santé, Mme Skvortsova a présidé pendant des années à un scandale de manipulation de données impliquant des taux de mortalité frauduleux. La fraude était si flagrante que le gouvernement russe a même admis que ses comptes étaient truqués (les gouverneurs

régionaux du pays ont été accusés et jetés sous le bus par Dmitri Medvedev).

Quant à la restructuration économique « déclenchée par le COVID », le gouvernement russe a ouvertement adhéré à la Quatrième Révolution industrielle du Forum économique mondial. En octobre, le gouvernement russe et le WEF ont signé un mémorandum sur la création d'un centre pour la Quatrième Révolution industrielle en Russie. La Russie a déjà adopté une loi autorisant des « régimes juridiques expérimentaux » pour permettre aux entreprises et aux institutions de déployer l'IA et les robots dans l'économie, sans être encombrées par la paperasserie réglementaire. Pour en revenir à Gref et à son Sbercoin numérique : La banque centrale russe prévoit déjà de tester un rouble numérique qui, entre autres caractéristiques intéressantes, pourrait être utilisé pour restreindre les achats.

Beaucoup connaissent probablement l'Agenda 2030 des Nations unies. Eh bien, il existe un plan Moscou 2030, et il est assez extraordinaire. Le plan de la capitale russe prévoit des « passeports génétiques » pouvant être utilisés pour administrer des « thérapies géniques ». Un document qui envisage la vie à Moscou d'ici la fin de la décennie parle également de « dispositifs médicaux numériques implantés » qui peuvent être utilisés par les compagnies d'assurance pour calculer les paiements de l'assurance maladie. Il semble que ces ambitions ne se limiteront pas à Moscou. Au cours du dernier semestre de 2019, la Douma d'État russe a commandé un rapport pour étudier le « développement sans conflit » d'une « nouvelle génération de technologies » (comme « l'édition du génome ») afin de créer un « nouveau type de société. »

Question 4 : J'ai du mal à croire qu'un patriote russe, comme Vladimir Poutine, accepte ce qui revient à une prise de contrôle du pays par des élites étrangères, la mafia bancaire et le cartel mondial de la drogue. Est-il inconscient de ce qui se passe sous son nez ou d'autres facteurs entrent-ils en jeu ?

Riley Waggaman : Quelle que soit la position de Poutine sur ce sujet, il doit certainement se rendre compte que le gouvernement russe mène des politiques extrêmement impopulaires, d'abord avec la vaccination coercitive, et maintenant avec la proposition de QR-isation du pays. Le député de la Douma d'État Mikhail Delyagin a récemment prévenu que l'adoption d'un « ausweis » de santé numérique à l'échelle nationale équivaldrait à un « coup d'État » qui confierait la gestion externe du pays à « Big Tech et Big Pharma par l'intermédiaire de l'OMS ». La raison pour laquelle je soulève ce point est que, du moins si j'ai compris ses commentaires, Delyagin ne croit pas que Poutine soit directement impliqué dans ce qui se passe et craint que le président russe ne finisse par prendre la responsabilité de tout chaos social et/ou économique qui pourrait se produire (Delyagin : « *Lorsque ces oligarques sauvages prendront le pouvoir, lorsque cette mafia médicale sauvage prendra le pouvoir, la Russie n'existera plus ! Il n'y aura personne pour défendre la Russie ! Si Poutine signe cette loi, qui défendra Poutine ? Je vais en citer deux douzaines, mais qu'en est-il des autres ? Aidez-vous, protégez-vous et protégez la Russie d'un coup d'État !* »). Si tel est le cas, il est impératif de mettre un terme à ces politiques dangereuses et déstabilisantes avant qu'elles ne déclenchent de graves bouleversements en Russie.

En vérité, il est difficile de dire que M. Poutine est un allié incontestable dans la lutte contre le mandat des médicaments expérimentaux ou la vision tordue du Forum économique mondial pour l'avenir. En janvier, le président russe a prononcé un discours au WEF dans lequel il a appelé à « étendre l'échelle des tests [COVID] et des vaccinations » dans le monde entier. Il a poursuivi en déclarant qu'une « structure de haute qualité » devait être créée pour aider à surmonter les « déséquilibres sociaux » qui ont été exacerbés par la

pandémie. « *Les budgets des États et les banques centrales devraient jouer un « rôle clé » dans le rétablissement rapide des économies mondiales et nationales* », a expliqué M. Poutine.

N'est-ce pas là une façon élégante de dire « Reconstruire en mieux » ?

Nous avons désespérément besoin d'un dialogue ouvert et franc sur ce qui se passe en Russie en ce moment - des discussions qui brillent par leur absence dans la grande majorité des « médias indépendants ». Je ne prétends pas avoir toutes les réponses, mais je suis choqué que si peu de gens semblent poser des questions.

Question 5 : En Russie, nous voyons les mêmes signaux d'alarme qui apparaissent en Occident : vaccinations forcées, suspension des droits civils et glissement constant vers l'autoritarisme. Dans quelle mesure voyez-vous ces développements comme une lutte primordiale entre le bien et le mal ?

Riley Waggaman : Je me souviens souvent de cette phrase troublante d'Alexis de Tocqueville : « *Je remonte d'âge en âge jusqu'à la plus lointaine antiquité ; mais je ne trouve aucun parallèle à ce qui se passe sous mes yeux : comme le passé a cessé de jeter sa lumière sur l'avenir, l'esprit de l'homme erre dans l'obscurité* ».

Chaque jour qui passe, il semble que nous soyons coupés de force de notre propre passé. Nous sommes « recyclés » pour accepter un nouveau modèle de civilisation. Cela se passe au niveau local, régional, national et mondial. Cela déchire les familles.

Je crois que nous sommes confrontés à un mal sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Nous sommes dans un territoire totalement inexploré et extrêmement dangereux. Pourtant, il y a des leçons et des avertissements que nous pouvons tirer de l'histoire. L'introduction mondiale des cartes de santé numériques ressemble étrangement à l'adoption mondiale des passeports internationaux après la Première Guerre mondiale. Votre passeport est une relique de la Première Guerre mondiale. Il était censé être un document temporaire pour contrôler le flux des réfugiés et empêcher les espions ennemis d'entrer. Mais il n'était pas si temporaire, n'est-ce pas ?

Le romancier autrichien Stefan Zweig a longuement décrit ce que ce nouveau système de contrôle signifiait pour ceux qui avaient vécu dans l'Europe d'avant-guerre : « *On a fait sentir aux êtres humains qu'ils étaient des objets et non des sujets, que rien ne leur revenait de droit et que tout était simplement une faveur accordée par la grâce officielle. Ils étaient codifiés, enregistrés, numérotés, estampillés... Les humiliations qui, autrefois, avaient été conçues en pensant aux seuls criminels, étaient maintenant imposées au voyageur, avant et pendant chaque voyage* ».

Il ajoute : « *Je devais toujours penser à ce qu'un Russe exilé m'avait dit il y a des années : "Autrefois, l'homme n'avait qu'un corps et une âme. Aujourd'hui, il lui faut aussi un passeport, car sans lui, il ne sera pas traité comme un être humain"* ».

Désormais, nous sommes tous soupçonnés d'être des risques biologiques, en plus d'être des criminels potentiels. À ce stade, les « masses non piquées » sont-elles même considérées comme des êtres humains aux yeux de nos maîtres du monde ? Même ceux qui ont consciencieusement reçu leur injection de rappel doivent maintenant réaliser que leurs libertés ne leur seront pas rendues. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Le député

Delyagin de la Douma a abordé ce point dans son appel vidéo aux Russes :

« Ils nous parlent déjà de la même manière qu'ils parlent habituellement aux animaux. L'État s'adresse aujourd'hui au peuple de façon si grossière. C'est ainsi qu'ils parlent à la population des territoires occupés, qui pour une raison quelconque ne comprend pas qu'ils sont occupés ».

Une observation remarquable, qui s'applique à la quasi-totalité du monde.

J'ai un jeune fils. Il est citoyen russe. Je voudrais qu'il soit traité comme un être humain.

La situation est extrêmement sombre. Personnellement, je crois qu'il y a un élément spirituel profond en jeu. Comment pouvons-nous arrêter ce mal profond ?

Article original en anglais :



[Russia's Vaccine Mandate: "I Believe We Are Facing an Evil that Has No Equal in Human History"](#)

L'article en anglais a été publié initialement sur le site [The Unz Review](#).

Traduit par [Réseau International](#)

Riley Waggaman est un écrivain basé à Moscou. Il a travaillé pour Russia Insider, RT et Press TV. Il contribue à [Russian-Faith.com](#) et [Anti-Empire.com](#). Il écrit régulièrement sur la Russie sur son compte Substack : [Edwardslavsqat.substack.com](#)

Michael Whitney, analyste géopolitique et social renommé basé dans l'État de Washington. Il a débuté sa carrière en tant que journaliste indépendant en 2002 avec un engagement pour un journalisme honnête, la justice sociale et la paix mondiale. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur la Mondialisation.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Riley Waggaman](#) et [Mike Whitney](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Riley Waggaman](#)
et [Mike Whitney](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca